



Novembre 2009

Le G20 : nouvelle instance décisionnelle?

Valérie Fournier-L'Heureux

Depuis le début de la crise économique et financière, à la fin de l'été 2008, le G20 est la nouvelle enceinte où se prennent les décisions relatives à la refonte du système financier mondial. Les sommets successifs tenus à Washington en novembre 2008, Londres en avril 2009 et Pittsburgh en septembre dernier ont résulté en plusieurs mesures concrètes afin de limiter la crise, relancer la croissance, réglementer plus durement les différents éléments de l'architecture financière mondiale et réformer les organisations financières internationales telles le FMI. Cette note de synthèse vise à expliquer ce qu'est le G20 et quelles furent les discussions et décisions prises lors des trois dernières rencontres.

En quoi consiste le G20?

Le G20 a vu le jour à Washington en septembre 1999¹ dans le cadre d'une rencontre réunissant les ministres des Finances du G7/G8². Cette création institutionnelle avait auparavant été

précédée de deux regroupements du même ordre, le G22³ et le G33⁴. Il visait au départ à servir de forum afin que les pays industrialisés et ceux en développement puissent aborder les principaux enjeux liés à l'économie mondiale⁵. Le G20 tire aussi ses origines dans la nécessité de répondre à la crise financière asiatique, qui eut lieu en 1997, et à celle de promouvoir la stabilité financière à l'échelle internationale. Néanmoins, le mandat du regroupement s'est récemment accru afin d'incorporer des questions portant sur la croissance, l'économie de marché, la bonne gouvernance, etc.

Constitué de 19 pays⁶ – jusqu'à tout récemment représentés par leurs ministres des Finances, un fondé de pouvoir, ainsi que les gouverneurs de leur banque centrale – et de l'Union européenne (UE)⁷, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) et le président de la Banque mondiale⁸ sont également présents lors des rencontres du G20.

Pour ce qui est du fonctionnement de l'organisation, notons que les décisions doivent être consensuelles et que chaque membre est doté d'une seule voix. La présidence de l'institution est rotative, et ce, afin de s'assurer que toutes les régions soient équitablement représentées. Enfin, les trois derniers présidents du G20 ont pour rôle de suggérer les priorités de l'institution, de sélectionner les intervenants lors des rencontres et d'organiser les sommets.

La crise économique mondiale à l'origine de mutations importantes au sein du G20

Depuis sa création, le G20 s'est réuni chaque année afin de discuter, notamment, du développement économique, de la durabilité de la croissance mondiale, de la réforme du FMI et de la Banque mondiale, de la concurrence au sein des marchés financiers et d'une panoplie d'autres sujets. Les déclarations finales n'ont toutefois jamais eu de valeurs contraignantes et n'ont pas toujours été suivies d'actions concrètes de la part des membres.

La teneur et le contenu des discussions se déroulant au sein de ce forum, tout comme certains éléments-clés de son fonctionnement, changèrent radicalement suite à la crise financière et économique s'étant abattue sur l'ensemble du globe à la fin de l'été 2008 suite à l'éclatement de la bulle immobilière s'étant formée aux États-Unis. Cette crise, d'une ampleur rappelant celle ayant suivi le krach boursier d'octobre 1929, affecta en effet profondément le regroupement. D'abord, le G20 s'était toujours réuni une fois par année mais, depuis la rencontre à Washington, le rendez-vous est devenu bisannuel.

Le G20 a aussi pris un tournant résolument politique lors du Sommet s'étant déroulé à Washington en novembre 2008, les dirigeants étatiques remplaçant leur ministre des Finances lors des sommets⁹. Cela étant dit, la politisation de ce regroupement a aussi eu pour effet d'accroître le rôle et l'importance relative de ce forum de discussions au détriment d'autres institutions, notamment le G7/G8¹⁰. En effet, plusieurs affirment que depuis le Sommet de Washington, le G7/G8 est de plus en plus mis de côté. Il importe cependant de nuancer la thèse de l'anachronisme et de la

déliquescence de cette institution d'où naquit le G20, puisque ses membres continuent de voir une pertinence certaine à ce forum plus restreint et par-dessus tout plus homogène au niveau de sa composition.

Enfin, le changement peut-être le plus fondamental amené par la crise au sein du regroupement à l'étude réside dans l'apparente volonté collective – quoique non consensuelle – affichée par les États membres d'agir sur les marchés mondiaux afin d'assurer une meilleure stabilité financière¹¹.

Le Sommet de Washington, 14 et 15 novembre 2008

Événement très attendu et fort médiatisé, le Sommet de Washington du «Groupe des 20¹²», qui se déroula du 14 au 15 novembre 2008, visait à trouver des solutions communes d'abord et avant tout pour endiguer la crise financière¹³ et relancer la croissance. C'est à l'initiative de l'UE que les pays émergents ont été intégrés aux discussions. La Chine, notamment, devait selon plusieurs absolument être présente à la table des négociations, et ce, vu son poids économique¹⁴. Malgré l'ambition de certains, qui voulaient faire de ce sommet un nouveau Bretton Woods, l'évènement souffrait de quelques lacunes de taille afin d'arriver à des résultats comparables, dont le temps de préparation extrêmement restreint¹⁵ et la fin du mandat de Georges W. Bush, qui avait lieu deux mois après le sommet.

Sans contredit, les attentes de chacun des participants au début de la rencontre étaient fort différentes. Les pays émergents étaient d'abord et avant tout heureux de se voir dotés d'une légitimité et d'une autorité politiques accrues. Leur priorité était donc de voir reconnaître leur importance tant au FMI qu'à la Banque mondiale, à la Banque des règlements internationaux (BRI) ainsi qu'au Forum de stabilité financière (FSF). Les Européens, pour leur part, s'étaient entendus pour réclamer un resserrement de la régulation financière¹⁶. De leur côté, les Américains s'accordaient sur le principe, mais craignaient que les dispositifs promus par les Européens ne gênent la reprise économique¹⁷.

L'une des divergences persistantes entre Washington et Bruxelles portait sur le FMI : alors que les délégués européens désiraient renforcer le rôle de l'institution, Washington continua de résister à l'idée. Deux autres sources potentielles de tensions entre les États-Unis et l'UE résidaient dans leurs vues opposées quant au modèle économique mondial à adopter¹⁸ et sur les responsabilités, que personne ne semblait vouloir assumer¹⁹. Ceci étant, les deux puissances s'entendent tout de même sur certains éléments. L'un de ces points est l'importance de spécifier les « modalités » afin de conclure dans les plus brefs délais le Cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'ainsi accélérer la libéralisation du commerce mondial²⁰.

Soulignons que le communiqué final fit néanmoins place à des compromis substantiels entre les visions des deux côtés de l'Atlantique, promettant pour satisfaire les Européens de s'assurer que les participants, produits et marchés financiers soient à l'avenir régulés ainsi que surveillés et adoptant d'autre part un discours cher aux États-Unis sur la primauté du principe d'efficacité en matière de régulation, à savoir qu'elle ne réprime pas l'innovation et encourage l'expansion du commerce des produits et services financiers²¹.

Les trois priorités lors de ce sommet étaient de (1) juguler la crise, (2) resserrer la régulation financière ainsi que coordonner les politiques macroéconomiques à l'échelle mondiale et, enfin, (3) réformer les institutions financières mondiales.

Premièrement, afin de limiter la crise, les membres du G20 se sont entendus pour diminuer les taux d'intérêt et augmenter les dépenses fiscales et budgétaires afin de stimuler la croissance, la reprise économique et la demande interne rapidement. Ils se sont aussi mis d'accord sur l'importance d'une politique monétaire adéquate. Les membres du regroupement ne se sont toutefois pas entendus pour mettre de l'avant un plan d'action concerté et coordonné.

Deuxièmement, les mesures décidées en matière de resserrage de la régulation financière mondiale sont nombreuses, portant sur les produits hors bilan, les fonds spéculatifs, la rémunération des courtiers afin qu'elle n'incite pas à la prise de risques inconsidérés, la réforme des normes

comptables et prudentielles, l'encadrement des agences de notation (qui seront soumises à une procédure d'enregistrement), les tests de résistance au stress, la gestion des risques ainsi que la lutte contre les paradis fiscaux, pour ne nommer que les principales²². Ces mesures visent à renforcer « la transparence et l'intégrité des marchés financiers » en assurant une meilleure coordination de ces derniers. Néanmoins, que ce soit la création de collèges de superviseurs financiers visant à surveiller les plus importantes institutions financières transnationales ou bien le développement d'un standard unique en matière de comptabilité mondiale, les dirigeants présents lors du Sommet de Washington n'ont pas opté pour une réforme en profondeur des règles de la finance mondiale, mais bien pour des mesures relativement superficielles²³. Le communiqué final de la rencontre demande aux ministres des Finances du G20 de se pencher sur le sujet afin d'établir une série de recommandations d'ici cent jours, et ce, afin de restreindre les risques systémiques en matière de dérivés de crédit, d'harmoniser les normes comptables, etc. Le texte prévoit aussi une collaboration accrue entre les régulateurs nationaux en ce qui a trait aux flux transfrontaliers de capitaux²⁴.

Troisièmement, il a beaucoup été question de la réforme graduelle des institutions financières internationales, notamment du FMI. Les participants ont dans un premier temps fait la promesse d'élargir la composition du FSF aux principales « économies émergentes ». Le FSF, aujourd'hui devenue le Conseil de stabilité financière (*voir* p. 5), mis sur pied en 1999 en marge du G7 et dirigé par l'Italien Mario Draghi, comprend des hauts gradés des régulateurs financiers, des banques centrales et des principales organisations internationales. Il vise à favoriser une plus grande coopération en matière de stabilité financière et à produire des normes en la matière. Les membres du G20 ont aussi promis dans un deuxième temps de réformer le FMI et la Banque mondiale afin de refléter les changements survenus depuis leur mise en place dans le poids relatif des différents pays au sein de l'économie mondiale. Le Japon a par ailleurs promis de renflouer le fonds du FMI en lui prêtant 100 milliards de dollars des États-Unis²⁵. Néanmoins, même si l'institution se

voit ainsi légitimée et mise au centre de la sortie de crise, plusieurs doutent encore de sa crédibilité : en effet, le FMI n'avait pas vu venir la crise des *subprimes* (crédits immobiliers à risque) ni mis en garde contre les effets potentiellement pervers de la titrisation²⁶.

Chaque partie interpréta sans surprise les résultats des discussions de manière très différente. Le Président français Nicolas Sarkozy parla d'un changement historique dans l'attitude de Washington en matière de régulation de la sphère financière. L'Administration Bush mit plutôt l'accent sur les engagements en matière d'économie de marché par les dirigeants présents au sommet. Les chefs des économies émergentes se sont pour leur part félicités de la reconnaissance de l'importance de leur rôle à l'échelle mondiale²⁷.

Soulignons en somme que la condamnation du protectionnisme fit consensus lors de la rencontre²⁸, même s'il était dès lors possible de prévoir que certains États tenteraient de relever les tarifs dans les limites légales établies par les règles de l'OMC, c'est-à-dire en invoquant soit la sécurité, soit le *dumping*²⁹.

Bref, le Sommet de Washington n'a peut-être pas donné les résultats escomptés, mais des décisions importantes ont tout de même été prises. Tout en acceptant les prémisses d'une économie de marché, les dirigeants présents ont reconnu le fait que des règles doivent être mises en place afin de corriger et prévenir de tels excès. Par ailleurs, le communiqué a fixé un échéancier extrêmement serré, des « actions immédiates » devant être prises avant la fin mars 2009.

Le Sommet de Londres, 2 avril 2009

Le 2 avril dernier, les membres du G20 se sont rencontrés à Londres afin de discuter cette fois d'une potentielle réforme de l'architecture financière internationale, principalement dans le but d'améliorer la gestion des risques, la supervision des marchés, la régulation du système financier international et la question de la transparence. Les attentes étaient encore une fois très élevées préalablement à la tenue de l'événement. Avec cette fois-ci à la table le Président des États-Unis fraîchement élu, Barack Obama, plusieurs

s'attendaient à ce que des décisions plus substantielles soient prises cette fois. Les thèmes généraux restèrent cependant à peu près les mêmes que lors du précédent sommet, à savoir : sortir de la crise au plus vite par le biais de mesures fiscales et monétaires, réformer la réglementation à moyen terme ainsi que renforcer le rôle des organisations multilatérales (dont le FMI) afin qu'elles puissent aider les pays en développement, durement touchés par la crise³⁰.

Les thèmes discutés étaient plus ou moins consensuels. Alors que tous semblaient d'accord pour recapitaliser les banques afin de débloquent le crédit³¹ et rejeter à nouveau le protectionnisme, les membres du G20 ne s'accordaient pas du tout sur la nécessité de mettre en place un stimulus fiscal coordonné, mesure préconisée par Washington. En effet, l'Administration Obama aurait souhaité voir ses partenaires mettre en place, à l'instar des États-Unis, un ensemble de dispositifs fiscaux visant à stimuler l'économie à la hauteur de 2 % de leur PIB pour les années 2009-2010. Tous ses homologues ne partageaient toutefois pas sa vision.

Reste que tous les États présents s'accordaient néanmoins sur l'importance de relancer la croissance. Les pays émergents désiraient aussi inscrire à l'ordre du jour la chute drastique des flux financiers vers leurs économies et celles des pays en voie de développement. Enfin, la question de la régulation financière fut encore une fois l'objet de débats, quoique les divergences transatlantiques aient diminué depuis la rencontre précédente³².

Les désaccords entre Washington et Bruxelles demeuraient néanmoins palpables avant la tenue du sommet. D'un côté, les Européens désapprouvaient la stratégie américaine voulant que les gouvernements injectent encore plus de fonds qu'ils ne l'avaient déjà fait dans l'économie. Les Américains, pour leur part, craignaient que la conception européenne d'une régulation financière mondialisée ne menace leur souveraineté³³ et estimaient au surplus que leurs homologues ne faisaient pas suffisamment d'efforts pour relancer la demande³⁴.

Si l'on se fie aux chiffres, il semble à première vue que les participants au Sommet de Londres ont réussi à passer

outre leurs mécontentes pour se mettre rapidement au travail. En effet, dans le communiqué publié au sortir de la rencontre, les pays membres du G20 sont convenus d'injecter dans l'économie 5 billions³⁵ de dollars d'ici la fin 2010, d'accorder 100 milliards supplémentaires en aide aux pays les plus pauvres, d'allouer 250 milliards au financement du commerce en 2009 et 2010, d'octroyer 300 milliards de dollars qui iront aux banques multilatérales de développement d'ici 2011³⁶ et enfin d'augmenter les fonds du FMI de 750 milliards de dollars³⁷.

Ils se sont aussi entendus pour contrôler plus strictement les rémunérations et bonus des banquiers ainsi qu'augmenter la régulation des fonds spéculatifs³⁸ et des agences de notation, au grand plaisir du Président français Nicolas Sarkozy et de la Chancelière allemande Angela Merkel³⁹. De plus, les membres du G20 sont convenus d'adopter une approche commune afin de nettoyer les actifs toxiques des banques.

Les participants à la rencontre ont de surcroît décidé de réformer leur réglementation afin que leurs autorités de contrôle nationales soient en mesure à l'avenir de prendre en compte les risques systémiques⁴⁰.

Le thème des paradis bancaires et fiscaux fut lui aussi abordé de front comme jamais auparavant. Dorénavant, les États doivent souscrire aux codes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la divulgation d'information bancaire. Le premier ministre britannique, Gordon Brown, responsable de l'organisation de la rencontre, a déclaré au lendemain de celle-ci que l'OCDE publierait le jour même une liste noire des paradis fiscaux et que des sanctions attendraient les États rébarbatifs à l'idée de changer leurs pratiques⁴¹.

Par ailleurs, les participants au sommet se sont mis d'accord pour qu'un nouveau Conseil de stabilité financière (CSF) soit établi afin de travailler conjointement avec le FMI dans l'objectif d'assurer la coopération entre les États et de surveiller plus étroitement le système financier. Ce Conseil est en fait une version revue et corrigée du FSF, la composition de ce dernier se voyant augmenté afin d'intégrer tous les États membres du G20 ainsi que l'Espagne⁴².

En ce qui a trait au FMI plus spécifiquement, les promesses des membres du G20 sont importantes : ils se sont engagés à octroyer 500 milliards de dollars afin d'augmenter sa capacité à prêter et à augmenter ses fonds disponibles de 250 milliards de dollars par le biais d'émission de droits de tirage spéciaux. Notons que ces deniers supplémentaires ainsi que le rôle de surveillance accrue accordé à l'institution représentent des changements majeurs pour cette dernière, qui avait vu sa légitimité diminuée grandement au cours de la dernière décennie⁴³.

Côté protectionnisme, il faut souligner que le même discours de condamnation avait été adopté lors du Sommet de Washington. Les États se sont toutefois entendus cette fois pour retirer les actions protectionnistes prises depuis ce temps, et, fait nouveau, les participants ont décidé de demander à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de répertorier les mesures protectionnistes prises par les gouvernements⁴⁴.

Le sommet a aussi eu des conséquences au niveau politique. Peut-être celle qui semble la plus évidente est d'avoir mis la Chine à l'avant-scène⁴⁵. Effectivement, l'empire du milieu s'est vu extrêmement courtisé lors de la rencontre : avec ses réserves de deux billions de dollars en devises étrangères, les puissances occidentales ont commencé à percevoir la Chine comme un prêteur potentiel afin de renflouer la caisse du FMI⁴⁶. Les dirigeants chinois ont aussi profité de cette occasion pour rappeler le rôle capital de leur pays afin que ne se rétablisse l'économie mondiale.

Malgré tous ces résultats, les critiques à l'égard des mesures décidées lors du Sommet de Londres ont été nombreuses. Certains estiment que l'on a encore eu droit à une série de belles résolutions sans qu'aucun système de mise en œuvre ne soit élaboré. D'autres reprochent plutôt aux participants de s'être égarés dans des sujets peu pressants alors que l'essentiel à faire est de décider d'actions communes pour obtenir une sortie de crise rapide⁴⁷. D'autres encore estiment que la plus grande déception réside dans le fait que les pays membres du G20 n'ont pas réussi à s'entendre afin de mettre en place un paquet fiscal coordonné, condition préalable à leur avis afin de

stimuler la demande à l'échelle mondiale, jusqu'alors en chute libre.

Reste que le chantier mis en branle lors de ce sommet afin de renforcer le système financier mondial est immense : des normes comptables aux agences de notation en passant par les produits dérivés, la réglementation prudentielle, les fonds spéculatifs, les paradis fiscaux, les politiques des banques centrales ou encore la titrisation, c'est l'ensemble de la surveillance et du contrôle exercés par les différentes institutions et réglementations relatives à la finance mondiale qui se voit passé au crible fin⁴⁸.

Le Sommet de Pittsburgh, 24 et 25 septembre 2009

Lors du Sommet de Pittsburgh, où le regroupement fêta ses 10 ans, les dirigeants des pays membres du G20 visaient à faire le suivi des différentes mesures adoptées lors des deux sommets précédents ainsi que de décider des nouvelles à prendre dans le but de s'assurer d'une reprise économique et financière durable. Avant la rencontre, plusieurs analystes s'attendaient à voir l'attention focalisée sur la question de la croissance par le biais des mesures de relance budgétaire, alors que le rejet du protectionnisme⁴⁹ et la régulation du système financier mondial ne devaient pas être selon eux à l'avant-scène cette fois-ci⁵⁰.

Lors de la rencontre préparatoire des 4 et 5 septembre réunissant les ministres des Finances des pays membres du G20, ces derniers sont convenus d'une série de mesures à prendre afin de renforcer le système financier mondial, comme s'assurer d'une plus grande transparence en ce qui a trait au niveau et à la structure des rémunérations versées aux banquiers et aux courtiers. En effet, ils se sont prononcés pour que les versements des bonus soient échelonnés sur plusieurs années et ont même exprimé l'idée qu'ils ne soient pas versés (ou même qu'ils soient remboursés) en cas de contre-performances individuelles ou bien des mauvaises performances de la banque en tant que tel⁵¹. Néanmoins, les divergences de vues sur le plafonnement des primes ont persisté, Londres et Washington continuant de s'y opposer fermement. Afin de mettre de côté cette pomme de discorde, les ministres des Finances présents se sont

mis d'accord pour inviter le tout nouveau Conseil de stabilité financière (CSF) à réfléchir aux différentes avenues possibles afin de limiter ces bonus, et ce, avec comme barèmes la performance à long terme et les risques encourus⁵². Le thème de la capitalisation des banques fut aussi à la base de plusieurs désaccords. Les participants ont néanmoins réussi à se prononcer d'une même voix afin d'exiger que les banques détiennent à l'avenir un capital plus important et comportant moins d'actifs toxiques⁵³. Ils ont aussi convié tous les États à poursuivre avec leurs mesures visant à relancer et soutenir l'économie⁵⁴, tout en s'engageant à élaborer des stratégies de sortie de crise coordonnées. Enfin, les ministres du G20 ont décidé que des sanctions seraient imposées aux paradis fiscaux non coopératifs à partir de mars 2010⁵⁵.

Le Sommet de Pittsburgh confirmera l'amenuisement des divergences observé précédemment : les États membres sont désormais d'accord pour resserrer l'étau autour des paradis bancaires et fiscaux, mettre en place un système de bonus-malus⁵⁶ et des règles de provisionnement moins pro-cycliques pour les banques ainsi que pour augmenter les fonds propres des établissements bancaires⁵⁷. Par ailleurs, peu avant la tenue du Sommet de Pittsburgh, la Chine a approuvé la vision américaine, qui préconise le développement d'une économie mondiale plus équilibrée (notamment par une augmentation de la consommation dans les pays émergents et de l'épargne aux États-Unis) couplé à un renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques entre les États⁵⁸.

La rencontre cristallisera néanmoins plusieurs désaccords sur la régulation des fonds spéculatifs et des produits dérivés, les normes comptables⁵⁹, l'encadrement des agences de notation⁶⁰ et le plafonnement desdites primes, même s'ils se sont tout de même entendus pour les limiter. Sur ce dernier point, les visions sont radicalement opposées, avec d'un côté les Américains et les Britanniques extrêmement attachés au principe de liberté du marché⁶¹ et, de l'autre, les Européens qui réclament à hauts cris une limitation plus restrictive⁶². Le 17 septembre, peu avant la tenue du Sommet de Pittsburgh, ces derniers ont décidé que si le reste de leurs exigences était rencontré, à savoir l'instauration des bonus-malus,

l'étalement du paiement des primes des courtiers et une augmentation des fonds propres des banques, ils se trouveraient satisfaits⁶³. Quatre jours plus tard, les Américains mirent eux aussi de l'eau dans leur vin : sans accepter de plafonner lesdits bonus, Washington proposa de confier à la Réserve fédérale américaine un pouvoir accru d'encadrement et de contrôle des primes et rémunérations du secteur financier. Finalement, lors du sommet à proprement parlé, les dirigeants présents ont suivi la suggestion du CSF émis le 15 septembre, à savoir d'étaler sur trois ans le paiement des primes des courtiers et de limiter les bonus versés par les établissements bancaires insuffisamment capitalisés. Les participants ne se sont toutefois pas entendus sur des règles concrètes à appliquer, s'engageant plutôt à parvenir à un accord d'ici 2012⁶⁴.

Un autre thème au centre des discussions se trouve à être la réforme du système international, notamment celle du rôle et du fonctionnement des institutions financières multilatérales comme la Banque mondiale⁶⁵ et le FMI. Rappelons que cette dernière institution avait vu ses ressources triplées à la suite du précédent sommet. Reste que la question de la réforme des voix et des quotes-parts, réclamée depuis très longtemps par les pays émergents, ne risque pas d'être résolue rapidement. Les pays européens, détenant près du tiers desdits quotas et étant de ce fait sur-représentés, restent rébarbatifs à céder de leurs prérogatives. La Chine, l'Inde et le Brésil, fortement sous-représentés, souhaiteraient quant à eux que soient réallouées les quotes-parts afin d'équilibrer le poids respectif des pays industrialisés et de ceux en développement et émergents au sein de l'organisation. Une autre requête formulée par ces derniers porte sur l'abandon du droit de veto *de facto* attribué aux États-Unis au sein de l'institution⁶⁶. Les dirigeants du G20 sont finalement convenus lors du sommet qu'au moins 5 % desdites quotes-parts devraient être redonnées aux pays émergents⁶⁷. Ce rééquilibrage était considéré par plusieurs comme incontournable afin de rétablir la confiance des pays en voie de développement et de ceux émergents dans une institution désormais appelée à surveiller la coordination macroéconomique en étroite association avec le G20 et le CSF. Un bémol persiste pourtant : il reste encore

à négocier la répartition de ces quotas, ce qui ne sera pas chose facile⁶⁸.

Au niveau des paradis fiscaux, la menace de sanctions comprise dans le communiqué final du Sommet de Londres envers les centres offshore non coopératifs semble fonctionner : la majorité d'entre eux, tels le Luxembourg, la Suisse et l'Autriche, avaient décidé avant le sommet d'accepter de donner des informations de nature fiscale sur leurs clients étrangers, et ce, sur demande justifiée des autorités responsables. Lors de la rencontre s'étant déroulée fin septembre, les Européens ont en outre obtenu que des sanctions soient imposées contre les paradis fiscaux qui n'auront pas signé le minimum de douze conventions fiscales comme l'exigent les normes de l'OCDE en la matière, et ce, dès mars 2010⁶⁹. Une nouvelle liste noire de ces derniers sera élaborée fort probablement aux alentours de la même date⁷⁰.

En somme, les principales conséquences du Sommet de Pittsburgh ont été de consacrer le G20 en tant que « nouveau forum de référence de la coopération économique internationale », selon les termes du communiqué, ainsi que de permettre aux pays émergents d'augmenter leurs pouvoirs au sein du FMI.

Rencontre de Saint Andrews, 6 et 7 novembre 2009

Les grands argentiers des pays membres du G20 se sont réunis plus récemment à Saint Andrews, en Écosse, les 6 et 7 novembre derniers. À l'ordre du jour se trouvaient cinq priorités, à savoir le rôle des organisations financières internationales, le financement de la lutte contre le réchauffement climatique, la régulation financière, l'évolution de la conjoncture mondiale ainsi que les normes comptables⁷¹.

À la surprise de tous, le premier ministre britannique Gordon Brown s'est rendu en personne à la rencontre, alors qu'aucun dirigeant politique n'était attendu, pour appeler les membres du regroupement à envisager l'imposition d'une taxe sur les transactions financières. Dans son discours, M. Brown évoqua différentes options visant à ce que le secteur financier prenne en charge le fardeau qu'a représenté son sauvetage pour la société : un fonds de secours, « une prime d'assurance reflétant le

risque systémique », une hausse du niveau de capitalisation des établissements bancaires et, la dernière et non la moindre, « une taxe sur les transactions financières internationales »⁷². Pour la première fois, le premier ministre britannique s'est dit en faveur de cette option, se ralliant en quelque sorte au projet de taxe Tobin sur les transactions financières⁷³.

Malgré ses efforts et son enthousiasme, l'accueil réservé à la proposition de Brown fut mitigé. Accueillie favorablement par la France et l'Allemagne, la majorité des membres du G20 s'est montrée extrêmement sceptique quant aux limites techniques de cette idée, alors que certains se sont carrément dits contre. Par exemple, le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, estime qu'« une taxe quotidienne sur la spéculation n'est pas quelque chose » que les États-Unis sont « prêts à soutenir ». Il a toutefois souligné que Washington est prêt à étudier d'autres options visant à rendre les banques responsables du coût de leurs futurs sauvetages. Le ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, s'est lui aussi montré très peu intéressé par l'idée⁷⁴.

Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a pour sa part affirmé que cette idée est difficile, voire impossible à appliquer techniquement. Néanmoins, estime-t-il, les banques doivent assumer leur part de risques⁷⁵. Rappelons que cette institution avait été chargée lors du Sommet de Pittsburgh d'émettre des propositions visant à faire en sorte que ce soit justement les banques qui supportent financièrement les coûts de leur renflouage. Le FMI devra rendre un rapport à ce sujet en juin 2010 au prochain sommet réunissant les dirigeants politiques des pays du G20. Le directeur général du FMI a précisé que l'institution planchait de son côté pour un système plus proche de l'option « assurances » proposée par M. Brown, qu'il appelle «taxe FMI». Cette taxe, qui ne s'appliquerait pas aux transactions financières, représenterait une assurance à laquelle les institutions bancaires aux comportements plus risqués auraient à contribuer davantage. L'argent ainsi amassé serait placé dans un fonds qui pourrait ensuite être utilisé par les établissements éprouvant des difficultés financières substantielles⁷⁶. M. Strauss-Kahn a affirmé aux journalistes au sortir de la réunion que le système envisagé par le FMI sera présenté plus en détail aux grands

argentiers du G20 lors de leur prochaine rencontre en avril 2010⁷⁷.

Un autre dossier discuté lors de la rencontre était le financement des mesures pour contrer le réchauffement climatique. Tout comme sur la question d'une taxe sur les transactions financières, la Grande-Bretagne nourrissait de grands espoirs en la matière. L'hôte de la rencontre souhaitait en effet voir les pays membres du regroupement en arriver à une entente sur les transferts de fonds provenant des pays développés en direction de ceux en développement ou émergents, et ce, dans le but que ces derniers puissent adopter des technologies plus propres et réduire ainsi leurs émissions de gaz carbonique⁷⁸. Malheureusement, à moins d'un mois du Sommet de Copenhague, le G20 n'est pas parvenu à s'entendre sur ce sujet, et aucun engagement chiffré n'a été conclu. Le communiqué final se contente de reconnaître la nécessité de conclure rapidement « un ambitieux accord international » sur le sujet⁷⁹.

Au niveau des mesures économiques, les ministres des Finances présents sont convenus que les politiques de soutien à l'économie devraient demeurer en place jusqu'à nouvel ordre, la relance n'étant pas encore assurée⁸⁰.

D'autre part, les ministres du G20 ont réaffirmé la mise sur pied dès janvier 2010 d'un dispositif de surveillance économique à l'échelle mondiale. En effet, tous les pays et toutes les régions du monde devront décider de leurs objectifs et de leurs politiques et les communiquer au début de l'année prochaine. Puis, en avril 2010, les autres États du G20 émettront des commentaires critiques sur ce que chacun des États a envisagé, et ce, dans l'objectif d'adopter des politiques cohérentes les unes avec les autres et, surtout, qui ne nuisent pas à l'économie mondiale⁸¹. Différentes options politiques seront présentées afin que les dirigeants des États membres du regroupement puissent les évaluer dès le prochain sommet les réunissant, en juin, et qu'ils puissent eux-mêmes émettre des recommandations pour le second sommet pour l'année 2010, qui aura lieu en novembre⁸². Le processus sera coordonné par la Banque mondiale et le FMI. Cette dernière institution aura notamment pour mission de centraliser les données ainsi que les prévisions transmises par chaque État, simuler les différentes

évolutions probables et énoncer des recommandations en conséquent⁸³.

Pour ce qui est du contrôle des bonus remis aux courtiers, la France a réussi à obtenir du G20 qu'il inclue dans le communiqué l'établissement immédiat des nouveaux critères édictés par le CSF en la matière⁸⁴.

Enfin, et dans un autre d'idée, l'un des thèmes qui ne fut pas abordé lors de la rencontre est celui des devises. Pourtant, la question de l'arrimage du yuan chinois au dollar américain alimente l'inquiétude de plusieurs, qui craignent qu'une nouvelle bulle ne soit en train de se former sur les marchés financiers⁸⁵.

Conclusion

Quelques conclusions peuvent être dégagées de cette courte analyse portant sur les derniers développements au sein du G20. D'abord, à la lecture des communiqués émis par le regroupement à l'étude, le principe de concurrence dans la sphère financière internationale devrait selon toutes vraisemblances demeurer la pierre d'assise du nouveau système financier mondial⁸⁶.

Les résultats obtenus dans ce forum témoignent d'autre part de la reconnaissance par ses membres que la solution ne peut être que globale. Cela montre aussi le changement substantiel au niveau de l'approche adoptée par les États-Unis : après l'unilatéralisme, c'est maintenant le temps du partenariat et du multilatéralisme, dont le G20 représente un symbole important⁸⁷.

À l'instar du Président français Nicolas Sarkozy, qui a déclaré que « l'idée d'un G20 comme organisme majeur central pour discuter des problèmes économiques et financiers est largement acceptée en Europe »⁸⁸, plusieurs analystes estiment que le G20 doit être institutionnalisé et doté d'un secrétariat permanent⁸⁹. Un pas en ce sens a déjà été fait au Sommet de Pittsburgh, le communiqué final consacrant le regroupement en tant que nouveau forum où se prennent les décisions portant sur l'économie mondiale.

D'autres encore, moins nombreux, maintiennent que ce rôle accru accordé au G20 marque la déliquescence du G7/G8⁹⁰, tout comme le Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva⁹¹. Même si ce groupe ne

disparaît aucunement et que ses membres continuent d'y voir une pertinence certaine, le regroupement des pays considérés développés semble toutefois ne plus être le point de convergence de la prise de décision internationale en matière de finance.

Pour ce qui est des résultats tangibles des rencontres du G20, il y en a plusieurs. L'une des principales conséquences des discussions qui ont eu lieu au sein de ce forum est le début d'un long processus visant à lever le secret bancaire, ce qui représente un développement historique. Déjà lors du premier sommet suivant la crise en novembre 2008, les participants ont indiqué que l'application des standards de l'OCDE allait devenir la norme. Puis, à la rencontre survenue en avril 2009, ils ont accepté d'entériner la liste des paradis fiscaux constituée par la même institution. Enfin, lors de la rencontre préparatoire au Sommet de Pittsburgh qui eut lieu à Londres les 4 et 5 septembre derniers, les ministres des Finances ont affirmé que des sanctions coordonnées seraient appliquées contre les paradis fiscaux peu enclins à modifier leurs pratiques en la matière dès mars 2010. Ils ont aussi annoncé leur intention d'établir prochainement deux listes supplémentaires, l'une au niveau prudentiel et l'autre sur le thème du blanchiment⁹².

Une autre conséquence notable des discussions ayant eu lieu au G20 porte sur la réforme des institutions financières internationales, notamment du FMI, qui s'est vue accélérée. La question de la distribution inégale des quotes-parts est en grande partie réglée, les participants au Sommet de Pittsburgh ayant accepté le déplacement de plus de 5 % des droits de vote vers certains des pays émergents sous-représentés. Le FMI a aussi vu ses ressources triplées, et a par ailleurs retrouvé sa place au centre de la gestion du système financier internationale⁹³.

On ne peut au surplus passer sous silence la reconnaissance de la Chine en tant que puissance mondiale. Vu son poids économique, il était presque impossible de discuter de la réforme du système financier international sans sa présence. Beijing a par ailleurs joué un rôle de premier plan dans la relance de l'économie mondiale, adoptant un plan de stimulus budgétaire agressif aux côtés de Washington et Bruxelles⁹⁴. Les pays émergents membres du G20 sont eux aussi

désormais reconnus comme des interlocuteurs incontournables.

On peut aussi dire que le discours a changé en matière de régulation de l'architecture financière mondiale. Avec l'ampleur de la crise, les dirigeants semblent estimer que le temps de l'action est arrivé, que par exemple les banques doivent adopter de nouvelles règles prudentielles afin qu'une telle situation ne se reproduise plus. En fait, c'est tout le système ou presque qui subit les critiques et qui devra être réformé : agences de notations : normes comptables, règles macroprudentielles, etc.

Le G20 aura aussi permis d'amoinrir les divergences de vues entre les participants, notamment au niveau des désaccords transatlantiques sur la question des bonus réservés aux courtiers : même si la question du plafonnement reste en suspens, les dirigeants des pays membres du G20 sont tout de même convenus de les limiter, ce qui représente un pas vers l'avant.

Notons pour finir que le Canada sera le prochain hôte du G20, qui aura lieu en juin 2010⁹⁵. Il faudra voir à ce moment à quel point les déclarations des dirigeants auront été transformées en actes concrets, et si elles auront obtenu les résultats escomptés.

¹ Sa première réunion s'est toutefois tenue le 15 décembre de la même année, à Berlin.

² L'Allemagne ainsi que le Canada, avec alors Paul Martin comme ministre des Finances, ont été les principaux instigateurs de la création du G20. Paul Martin fut d'ailleurs désigné premier président de la nouvelle institution. Notons que l'ancien ministre des Finances du Canada avait déjà abordé la nécessité d'augmenter la représentativité des mécanismes institutionnels propres à l'architecture financière internationale, et ce, dès avril 1999. Voir la note de recherche rédigée par Samia Kazi Aoul, *Du G10 au G20 : une fiche d'information sur les principaux groupes oeuvrant en marge des grandes institutions économiques internationales* (CEIM, octobre 2000).

³ À deux reprises en 1998, le G22 s'est réuni dans le but d'amener à la même table le G7 ainsi que certains pays dits émergents, et ce, afin de discuter de la stabilité financière mondiale et du fonctionnement des marchés de capitaux, ainsi que pour formuler des solutions à la question de la crise financière des marchés émergents, notamment en rapport avec la diffusion de la crise financière asiatique survenue en 1997. *Ibid.*, p. 11.

⁴ Précédant de quelques mois à peine la création du G20, le G33 s'est, à l'instar du G22, réuni à deux reprises seulement, dans son cas au début de 1999. Les discussions qui eurent lieu dans ce regroupement élargi portèrent principalement sur la réforme de l'économie et du système financier mondiaux. *Id.*

⁵ Voir le site Internet officiel du regroupement : www.g20.org

⁶ Les pays membres du G20 sont : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni, la Russie et la Turquie. L'Union européenne est aussi représentée au sein du regroupement.

⁷ L'UE est pour sa part représentée par le président de la Banque centrale européenne ainsi que celui du Conseil européen.

⁸ Sont aussi présents les présidents du Comité monétaire et financier international et du Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale.

⁹ Les ministres des Finances continuent toutefois de s'impliquer fortement dans le G20, se rencontrant entre les sommets et juste avant ceux-ci afin de discuter des mesures économiques et financières à mettre en branle et aussi dans l'objectif d'atténuer les divergences d'opinions entre les membres avant la tenue des sommets.

¹⁰ Il faut cependant noter que le G20 est très différent du G7/G8. D'abord, sa composition est beaucoup plus variée au niveau du stade d'industrialisation de ses membres. L'institution n'a par ailleurs aucun secrétariat permanent.

¹¹ Pierre de Gasquet, « Le G20 jette les bases d'une réforme en douceur du système financier », *Les Échos*, 17 novembre 2009, p. 7.

¹² Les « vingt » sont en fait 26 depuis le Sommet de Washington en novembre 2008 : 21 pays (dont l'Espagne et les Pays-Bas, qui ne sont pas membres du groupe), l'Union européenne, ainsi que les dirigeants des Nations unies, du FMI, de la Banque mondiale et du Forum de stabilité financière (FSF). Frédéric Lemaître, « Sommet du G20, un essai à transformer », *Le Monde*, 21 novembre 2008, p. 2.

¹³ Le communiqué final du sommet soutient que cette crise provient principalement d'une mauvaise évaluation des risques, d'une carence notable en matière de surveillance des marchés, d'une coopération internationale insuffisante ainsi que de normes comptables inadaptées et incohérentes. Soulignons que le site Internet du Ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI) du Canada offre une version française du communiqué final de ce sommet :

http://www.canadainternational.gc.ca/g8/summit-sommet/g20/declaration_111508.aspx?lang=fr&highlights_file=&left_menu_en=&left_menu_fr=&mission=. On retrouvera d'ailleurs tous les textes des différentes déclarations du G20 sur le site du MAECI à la rubrique G8.

¹⁴ La Chine aura subi plusieurs pressions tout au long de la rencontre et auparavant pour utiliser une partie des deux billions de dollars qu'elle a en réserve, et ce, afin d'augmenter les fonds du FMI. Mercopress, « Time for G20, Says Brazilian Leader; G8 no Longer Relevant », 16 novembre 2008.

¹⁵ Rappelons que, au contraire, Bretton Woods avait été préparé pendant plus de deux ans et avait duré trois semaines et non deux jours, comme ce fut le cas ici. Éditorial, « Vive le G20! », *Le Monde*, 15 novembre 2008, p. 2.

¹⁶ Les dirigeants de l'UE s'étaient préalablement entendus pour prioriser lors du sommet quelques points en particulier, tels étendre la régulation aux résultats hors bilan, aux fonds spéculatifs et aux assurances,

encadrer plus sévèrement les agences de notation, mettre de l'avant la question des paradis fiscaux, modifier les normes comptables et prudentielles, réviser le système de rémunérations des financiers et opérateurs de bourses afin qu'elles cessent d'inciter à la prise des risques inconsidérés et, enfin, surveiller plus activement la pratique bancaire qu'est la titrisation. Alain Faujas, « Régulation renforcée et relance mondiale au menu du G20 », *Le Monde*, 15 novembre 2008, p. 14.

¹⁷ *Id.*

¹⁸ En effet, les Européens, avec Sarkozy en tête, désiraient procéder à la refonte du capitalisme, alors que Washington préférerait simplement limiter les débordements du capitalisme sauvage. Arnaud Leparmentier et Corine Lesnes, « Le G20, théâtre de la discorde franco-américaine », *Le Monde*, 17 novembre 2008, p. 5.

¹⁹ *Id.*

²⁰ Ceci représente un point que Nicolas Sarkozy a dû concéder pour que le Sommet de Washington soit qualifié de réussite. Voir Frédéric Lemaître, *op. cit.*

²¹ *The Economist*, « The G20 Summit in Washington, DC: Not a Bad Weekend's Work », 16 novembre 2008.

²² Simon Johnson, « A G-20 Assessment: Just Disappointing or Potentially Dangerous? », *The Peterson Institute for International Economics*, 17 novembre 2008. En ligne : <http://www.piie.com/realtime/?p=265>

²³ Voir *The Economist*, « The G20 Summit in Washington... », *op. cit.*

²⁴ Voir de Gasquet, *op. cit.*

²⁵ Sauf avis contraire, le terme dollar signifiera dollar des Etats-Unis.

²⁶ Voir Lemaître, *op. cit.*

²⁷ Voir *The Economist*, « The G20 Summit in Washington... », *op. cit.*

²⁸ Deux jours plus tard, la Russie augmenta néanmoins ses tarifs sur les véhicules importés et l'Inde releva pour sa part le 18 novembre ses tarifs douaniers de 5 % sur une panoplie de produits en fer et en acier. Au surplus, à la veille du Sommet de Londres en avril de l'année suivante, la Banque mondiale a soutenu que 17 des pays membres du G20 avaient mis en place des restrictions au commerce. *The Economist*, « Goodbye G7, Hello G20 », 20 novembre 2009.

²⁹ *The Economist*, « The G20 Summit: London Calling », 26 mars 2009.

³⁰ On estime, pour cette année seulement, à 1,4 billion de dollars le montant des dettes que doivent payer les pays en développement à leurs créanciers occidentaux. Ces pays, pourtant, ont une marge de manœuvre extrêmement limitée. *The Economist*, « G-Force », 2 avril 2009.

³¹ En date du Sommet de Londres, plusieurs des membres du G20 avaient déjà procédé à cette action. *The Economist*, « The G20 in London: Divided We Stand », 1^{er} avril 2009.

³² *Id.*

³³ *The Economist*, « The London Summit: The Better Part of Valour », 12 mars 2009.

³⁴ *The Economist*, « The G20: Talking-Shop-on-Thames », 12 mars 2009.

³⁵ Le terme billion est ici défini comme étant mille milliards.

³⁶ Ce chiffre correspond aux fonds libérés afin d'aider les pays en difficultés, à savoir 100 milliards de dollars

par année d'ici 2011. Mercopress, « G-20 Agrees on 1.1 Trillion USD and Tougher Rules to Tackle Global Crisis », 2 avril 2009. En ligne : <http://en.mercopress.com/2009/04/02/g-20-agrees-on-1.1-trillion-usd-and-tougher-rules-to-tackle-global-crisis>

³⁷ *Id.*

³⁸ Notons que la supervision et la réglementation prévues à cet égard ne touchent que les fonds d'importance systémique, ce qui n'est pas défini plus en détail.

³⁹ Mercopress, « G-20 Agrees on... », *op. cit.*

⁴⁰ Claire Gatinois et Anne Michel, « Les 200 jours du G20 : réguler le système financier international », *Le Monde*, 22 septembre 2009, p. 2.

⁴¹ OCDE, « Liste des paradis fiscaux non coopératifs », Centre de politique et de coopération fiscales. En ligne : http://www.oecd.org/document/57/0,3343,fr_2649_33745_31236089_1_1_1_1,00.html

⁴² Morris Goldstein, « The London G-20 Summit: Good But Not Great », *The Peterson Institute for International Economics*, 3 avril 2009. En ligne : <http://www.piie.com/realtime/?p=582>

⁴³ *The Economist*, « The G20 and the IMF: Banking on the Fund », 8 avril 2009.

⁴⁴ Arvind Subramanian, « The G-20 Communiqué: Tomorrow's Another Day? », *The Peterson Institute for International Economics*, 2 avril 2009. En ligne : <http://www.piie.com/realtime/?p=580>.

⁴⁵ À ce sujet, voir *The Economist*, « China's G20 Triumph », 8 avril 2009; et voir aussi *The Economist*, « China's Growing Confidence », 31 mars 2009.

⁴⁶ La Chine s'est d'ailleurs exprimée en détail sur les réformes au FMI qu'elle désirerait voir aller de l'avant. D'abord et avant tout, il faudrait à son avis réformer la répartition des droits de vote, depuis longtemps non représentative du poids économique accru des pays émergents. Soulignons que cette proposition a reçu un accueil plus chaleureux que la suivante. En effet, le gouverneur de la Banque centrale de Chine, Zhou Xiaochuan, a aussi suggéré peu avant la tenue de l'événement que les droits de tirage spéciaux, l'unité de compte du FMI, remplacent le dollar américain en tant que devise économique mondiale. *The Economist*, « China and the G20: Taking the Summit by Strategy », 8 avril 2009. Deux mois plus tard, en juin, Beijing a vu son idée secondée par Moscou, supporté pour sa part par ses homologues brésilien et indien. Cécile Prudhomme, « Une domination contestée, mais pas menacée », *Le Monde*, 10 novembre 2009, p. 2

⁴⁷ *The Economist*, « The Better Part... », *op. cit.*

⁴⁸ André Orléan, « Quelle organisation mondiale de la finance? », *Le Monde*, 19 septembre 2009, p. 24.

⁴⁹ Notons tout de même qu'un rapport de l'OMC sur le sujet, paru le 14 septembre 2009, dénombre de nombreux dérapages protectionnistes au sein des pays du G20. Voir OMC, « Report on G20 Trade and Investment Measures », 14 septembre 2009. En ligne : http://www.wto.org/french/news_f/news09_f/trdev_14sep_09_f.htm. Ces écarts ne seraient toutefois pas bien dangereux, selon l'organisation, se limitant à quelques mesures réglementaires, droits de douane accrus, la reprise du subventionnement de certaines industries jugées sensibles et, enfin, des plans de relance qui, loin d'être coordonnés, favorisent les biens et services produits sur leur territoire. Alain Faujas, Anne Rodier et Adrien de Tricornot, « Les 200 jours du G20 : coordonner les politiques économiques », *Le Monde*, 22 septembre 2009, p. 4.

⁵⁰ Ceci principalement parce qu'elle sera abordée par les ministres des Finances du G20 lors d'une rencontre prévue pour le 6 novembre 2009.

⁵¹ La Tribune, « Régulation financière : le G20 trouve un compromis sur les bonus », 6 septembre 2009. En ligne : <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20090906trib000418668/le-g20-trouve-un-compromis-sur-les-bonus.html>.

⁵² Le CSF a pour sa part suggéré de lier le sujet des rémunérations à la proposition de Washington d'augmenter les fonds propres, et ce, en défendant aux banques avec un capital insuffisant de verser des primes démesurées. Pierre de Gasquet, « La Fed prête à contrôler directement les bonus des grandes banques », Les Échos, 21 septembre 2009, p. 26.

⁵³ *Id.*

⁵⁴ N'en demeure pas moins que, encore une fois, des désaccords persistent entre Londres et Washington d'un côté et Bruxelles de l'autre, les premiers désirant continuer d'injecter des fonds dans leur économie par la voie de l'emprunt, alors que le reste de l'Europe estime qu'elle en a déjà fait suffisamment. Marc Roche, « Les banques seront soumises à des règles plus strictes », Le Monde, 8 septembre 2009, p. 14.

⁵⁵ *Id.*

⁵⁶ Grosso modo, cela veut dire que si les résultats d'une banque sont négatifs, ces dernières devront diminuer en conséquence les bonus versés à leurs courtiers.

⁵⁷ Christian de Boissieu et Jean-Hervé Lorenzi, « Le G20 doit être érigé en instance de coordination économique mondiale », Le Monde, 19 septembre 2009, p. 25. Notons que c'est Washington qui tenait mordicus à resserrer les règles prudentielles en matière de capitalisation des banques, estimant que ceci représente un préalable incontournable si l'on ne veut pas revivre la crise survenue à la fin de l'été 2008. Le but premier de cette mesure est que les banques ne puissent plus s'endetter aussi lourdement qu'elles ne l'ont fait. Bruxelles, Washington et même Beijing s'entendent désormais sur ce point. Les uniques divergences qui persistent portent sur la méthode de calcul. L'Administration Obama a toutefois démontré lors de la rencontre préparatoire des 4 et 5 septembre derniers une ouverture à adopter la méthode européenne, dite de Bâle II, à condition que soient apportées quelques modifications. Ces normes devraient s'appliquer un peu partout d'ici 2011, de dire Nicolas Sarkozy au sortir de la rencontre. Claire Gatinois et Anne Michel, « G20 : difficiles compromis entre Américains et Européens », Le Monde, 19 septembre 2009, p. 1.

⁵⁸ On attend notamment du gouvernement américain qu'il augmente son taux d'épargne, réduise son important déficit budgétaire ainsi que son déficit commercial. Les pays dont l'économie dépend pour l'instant principalement des exportations, l'Allemagne, le Japon et la Chine, notamment, devront pour leur part travailler à promouvoir la consommation et l'investissement à l'intérieur de leurs frontières. Cette idée n'est cependant pas nouvelle, et aucun mécanisme de mise en application n'a été mise en place. Néanmoins, les États se sont pour la première fois entendus afin de se soumettre à un processus d'évaluation par les pairs chapeauté par le FMI. Edmund L. Andrews, « Leaders of G-20 Vow to Reshape Global Economy », New York Times, 25 septembre 2009. En ligne : http://www.nytimes.com/2009/09/26/world/26summit.html?_r=1&hp.

Par ailleurs, certains ont sous-entendu qu'en échange, Washington s'était dit prêt à appuyer la proposition chinoise de réformer la répartition des droits de vote au sein du FMI, réforme qui devrait profiter en premier lieu à la Chine. Voir par exemple Virginie Robert, « Pittsburgh : la stratégie et les objectifs des principaux dirigeants du G20 », Les Échos, 25 septembre 2009, p. 8.

⁵⁹ À ce sujet, les Européens souhaitent remettre en question la comptabilisation des actifs des établissements bancaires à la valeur de marché, jugeant qu'elles incitent à la gestion à court terme. Voir Gatinois et Michel, *op. cit.*

⁶⁰ En ce qui a trait aux agences de notation, ces dernières, paralysées par les conflits d'intérêts, ne peuvent déjà plus aux États-Unis être conseillères des sociétés qu'elles doivent ensuite noter. Il est prévu que l'UE fasse de même dans un délai rapproché. *Id.*

⁶¹ En effet, Londres et Washington estiment que cette limitation globale des bonus pourrait facilement être contournée par l'augmentation des avantages en nature, ou, plus simplement, des salaires des courtiers. Voir Roche, *op. cit.*

⁶² Voir Gatinois et Michel, *op. cit.*

⁶³ Voir de Gasquet, « La Fed... », *op. cit.*

⁶⁴ Voir le communiqué final du Sommet de Pittsburgh. En ligne : <http://www.pittsburghsummit.gov/mediacenter/129639.htm>

⁶⁵ Même si les débats à propos de la réforme de la Banque mondiale sont moins médiatisés que ceux sur la refonte du FMI, les pays émergents désirent tout autant être mieux représentés au sein de cette institution. Alain Faujas, « Les 200 jours du G20 : réformer le FMI et la Banque mondiale », Le Monde, 22 septembre 2009, p. 3.

⁶⁶ Ce droit de veto est dit *de facto* car il n'est inscrit nulle part, mais puisque les principales décisions, *a fortiori* les réformes institutionnelles, demandent une majorité qualifiée de 85 %, Washington, qui détient 16,77 % des voix au sein de l'institution, a donc le pouvoir de bloquer les processus qu'il désapprouve.

⁶⁷ La Chine, la Turquie ainsi que la Corée du Sud devraient être les États qui profiteront le plus de ce transfert, au détriment notamment de la Belgique, la Grande-Bretagne et la France, ainsi que potentiellement de quelques pays émergents présentement sur-représentés, comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran. Éditorial, « Bonus, réforme du FMI : les décisions du G20 », Le Monde, 26 septembre 2009, p. 1.

⁶⁸ Éditorial, « Le G20, nouveau gouvernement économique mondial », Le Monde, 26 septembre 2009, p. 20.

⁶⁹ Alexandrine Bouilhet, « L'Europe marque des points sur la réglementation financière », Le Figaro, 26 septembre 2009, p. 22.

⁷⁰ Voir Gatinois et Michel, *op. cit.*

⁷¹ Sa première réunion s'est toutefois tenue le 15 décembre de la même année, à Berlin.

⁷² Alain Faujas, « Le FMI prépare une taxe sur les banques "dangereuses" », Le Figaro, 10 novembre 2009, p. 19.

⁷³ Du nom du prix Nobel d'économie James Tobin, cette taxe, qu'il avait imaginée dans les années 1970, visait à limiter la volatilité du marché des changes, mais n'a jamais été appliquée, notamment en raison de difficultés techniques dans l'application de cette taxe. La Tribune, « G20 : l'idée de taxer les transactions

financières a resurgi », 8 novembre 2009. En ligne : <http://www.latribune.fr/actualites/economie/20091108trib000441514/g20-l-idee-de-taxer-les-transactions-financieres-a-resurgi.html>

⁷⁴ *Id.*

⁷⁵ Voir Faujas, « Le FMI prépare... », *op. cit.*

⁷⁶ *Id.*

⁷⁷ Anne Denis et Nicolas Madelaine, « G20 : les Etats-Unis enterrent l'idée d'une "taxe Tobin" », Le Figaro, 9 novembre 2009, p. 17

⁷⁸ Chris Giles, « G20 Yet to Deliver on Early Promise », Financial Times, 8 novembre 2009. En ligne : <http://www.ft.com/cms/s/0/8e834f02-cc63-11de-8e30-00144feabdc0.html>

⁷⁹ Voir Faujas, « Le FMI prépare... », *op. cit.*

⁸⁰ Sumeet Desai, « UK Joins G20 Push For Bank Levy », New York Times, 8 novembre 2009. En ligne : <http://www.nytimes.com/reuters/2009/11/08/business/business-uk-g20.html>

⁸¹ Voir Denis et Madelaine, *op. cit.*

⁸² Voir Giles, *op. cit.*

⁸³ Voir Faujas, « Le FMI prépare... », *op. cit.*

⁸⁴ Voir Denis et Madelaine, *op. cit.*

⁸⁵ *Id.*

⁸⁶ Voir Alain Faujas, Anne Rodier et Adrien de Tricornot, *op. cit.*

⁸⁷ Propos de Thierry De Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), tirés de l'article d'Antoine Reverchon, « La globalisation exige une gouvernance souple », Le Monde, 22 septembre 2009, p. 6.

⁸⁸ Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard, « G20 : difficiles compromis entre Américains et Européens », Le Monde, 19 septembre 2009, p. 14.

⁸⁹ Éditorial, « Vive le G20! », *op. cit.*

⁹⁰ Voir par exemple Christian de Boissieu et Jean-Hervé Lorenzi, « Le G20 doit être érigé... », *op. cit.*

⁹¹ Voir Mercopress, « Time for G20... », *op. cit.*

⁹² Claire Guélaud, « Une nouvelle ère dans la lutte contre la fraude fiscale? », Le Monde, 19 septembre 2009, p. 2.

⁹³ Voir Faujas, « Les 200 jours... » *op. cit.*

⁹⁴ Andrews, *op. cit.*

⁹⁵ Un deuxième Sommet du G20 aura aussi lieu en Corée du Sud en novembre 2010, ce qui confirme le changement au niveau de la périodicité des rencontres du G20, qui passe d'annuelle à bisannuelle. Notons au surplus que le Canada présidera aussi le G8 en 2010, qui se déroulera à Huntsville Muskoka, en Ontario.